

Le gouvernement fédéral a conclu un certain nombre de partenariats public-privé (PPP) pour la conception, la construction, le financement et l'entretien ou l'exploitation de grands projets d'infrastructure. Les biens en construction totalisaient 17,8 milliards de dollars au 31 mars 2018, dont certains sont construits dans le cadre de PPP où le secteur privé finance les biens pendant leur construction. Le passif du gouvernement pour ces arrangements de financement à long terme est inclus dans les obligations en vertu de PPP indiquées à la note complémentaire 8 des états financiers consolidés.

Le gouvernement dispose d'un cadre de politique robuste sur la gestion des biens et des services acquis. Ce cadre établit l'orientation pour la gestion des biens afin de s'assurer que la tenue de ces activités fournit une optimisation des ressources et montre une saine gestion dans l'exécution de programmes.

Flux de trésorerie

L'excédent ou le déficit annuel est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus étant constatés lorsqu'ils sont gagnés et les charges, lorsqu'elles sont engagées, peu importe le moment des entrées ou sorties de fonds correspondantes. En revanche, les flux de trésorerie nets du gouvernement mesurent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État.

En 2018, le gouvernement a enregistré des besoins financiers totalisant 7,8 milliards de dollars avant ses activités de financement, comparativement à des besoins de 27,1 milliards de dollars en 2017. Les activités de fonctionnement ont donné lieu à des besoins financiers nets de 3,8 milliards de dollars en 2018, comparativement à des besoins financiers nets de 17,8 milliards de dollars en 2017. L'encaisse utilisée pour des activités d'investissement en immobilisation a entraîné des besoins de trésorerie nets de 9,0 milliards de dollars en 2018, comparativement à des besoins de trésorerie nets de 7,4 milliards de dollars en 2017. La trésorerie générée par les activités d'investissement s'élevait à 5,0 milliards de dollars en 2018, comparativement à des besoins de trésorerie nets de 1,9 milliard de dollars en 2017.

Flux de trésorerie

(en millions de dollars)

	2018	2017
Trésorerie utilisée par les activités de fonctionnement	(3 777)	(17 809)
Trésorerie utilisée par les activités d'investissement en immobilisation.....	(8 954)	(7 413)
Trésorerie générée (utilisée) par les activités d'investissement	4 978	(1 909)
<i>Total de la trésorerie utilisée avant les activités de financement.....</i>	<i>(7 753)</i>	<i>(27 131)</i>
Trésorerie générée par les activités de financement.....	5 895	25 061
Diminution nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 858)	(2 070)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	36 500	38 570
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice.....	34 642	36 500

Les activités de financement ont généré des ressources de trésorerie de 5,9 milliards de dollars en 2018, ce qui a entraîné une diminution nette globale de la trésorerie de 1,9 milliard de dollars. La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 34,6 milliards de dollars au 31 mars 2018.

Obligations contractuelles et droits contractuels

Par leur nature, les opérations du gouvernement donnent lieu à des ententes et à des contrats importants pluriannuels qui généreront des dépenses, des passifs et des sorties de fonds au cours des années futures. Les obligations contractuelles de grande envergure du gouvernement sont liées aux paiements de transfert, aux immobilisations et aux achats, aux baux d'exploitation, aux arrangements de partenariat public-privé et aux paiements effectués à des organisations internationales. Au 31 mars 2018, les paiements futurs en vertu d'obligations contractuelles s'élevaient à 137,9 milliards de dollars (121,7 milliards au 31 mars 2017).

De même, les activités du gouvernement peuvent également comprendre la négociation de contrats ou d'ententes avec des tiers qui donnent lieu à des droits à l'égard des actifs et des recettes pour le gouvernement à l'avenir. Ces arrangements sont habituellement liés aux ventes de biens et de services, aux locations de propriétés ainsi qu'aux redevances et aux ententes relatives au partage des bénéfices. Les modalités de ces contrats et de ces ententes ne permettent pas toujours de donner une estimation raisonnable des recettes à l'avenir. Pour les contrats et les ententes qui permettent de faire une estimation raisonnable, les recettes totales à recevoir à l'avenir en vertu de droits contractuels importants sont estimées à 54,6 milliards de dollars au 31 mars 2018.

De plus amples renseignements sur les obligations contractuelles et les droits contractuels du gouvernement sont présentés à la section 11, Obligations contractuelles, droits contractuels et passif éventuel, du présent volume.